

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### Belgique

## Lutte de classe anticapitaliste contre le gouvernement Arizona!

Avec la formation du gouvernement «Arizona» la bourgeoisie belge a résolu, au moins pour un temps, l'interminable crise gouvernementale ; et elle l'a résolue comme on pouvait s'y attendre en s'appuyant sur la droite et l'extrême droite, sur le dos des prolétaires en accentuant les orientations anti-ouvrières du gouvernement Vivaldi qui s'étaient traduites par une **baisse du salaire réel**. L'objectif affiché est de résorber le déficit budgétaire (qui atteindrait 4,4% pour 2024 avec un endettement équivalent à plus de 104% du PIB) ; le programme du nouveau gouvernement présente «*des choix qui ne sont pas toujours faciles*» mais, bien entendu, «*qui sont inévitables pour assurer la prospérité et le bien-être de tous nos citoyens*» selon le premier ministre. En réalité c'est un programme qui entend assurer la prospérité et le bien être des **capitalistes**. Ce n'est pas un hasard s'il a été salué par les organisations patronales!

Le programme gouvernemental de « réformes » envisage bien une taxation (indéterminée) sur les plus-values, mais c'est de la **poudre aux yeux** : l'essentiel des économies budgétaires viendront de coupes dans la sécurité sociale, les pensions, les allocations de chômage. De plus le gouvernement veut s'attaquer aux « *coûts salariaux trop élevés* » (les patrons trouvent toujours que leurs employés sont trop payés), il entend donc continuer le blocage des salaires décidé par le gouvernement précédent, diminuer le paiement du travail de nuit, etc. ; il relève l'âge de départ à la retraite, donne la possibilité d'imposer un allongement de la durée du travail jusqu'à 240 heures supplémentaires par an payées au tarif normal, de remettre au travail les malades de longue durée, (les patrons trouvent toujours que leurs employés ne travaillent pas assez) ; il vise la fin progressive des statuts des fonctionnaires, etc. Une autre partie du programme est l'adoption de « *la politique la plus stricte* » en matière d'immigration sur le modèle de Geert Wilders en Hollande en annonçant toute une série de mesures de restriction des droits sociaux des migrants et demandeurs d'asile, l'Office des étrangers sera rattaché à la police fédérale, etc. Des mesures xénophobes dont le but est de **diviser les travailleurs** en faisant des étrangers les bouc-émissaires des difficultés économiques et sociales vécues par la population. Cependant des dépenses supplémentaire sont bien prévues : pour la police et l'armée...

Des attaques similaires ont lieu dans la plupart des pays européens car elles sont dictées par la nécessité du capitalisme de sauver ses taux de profit dans une période qui s'annonce difficile : c'est donc une **offensive de classe** contre les prolétaires dont l'exploitation produit ces profits ; il n'est possible de s'y opposer que par une lutte véritable **sur le terrain de classe**. Ce n'est pas la voie suivie par le Front commun syndical qui appelle à la mobilisation du 13 février ; le CGSLB, opposé à toute grève, envisage simplement cette journée comme un « *signal* » au gouvernement pour qu'il prenne au sérieux le « *dialogue social* ». La CSC se contente d'appeler à la mobilisation pour « *dénoncer les mesures injustes de l'accord* » et « *demander plus de respect* »! Quant à la FGTB elle parle d'un « *marathon de résistance qui durera toute la législature* ». Mais faire une journée de manifestations et de grèves une fois par mois pendant des années ne pourra qu'aboutir à l'épuisement et à la démobilisation des travailleurs sans faire reculer le gouvernement. La mobilisation du 13 janvier était censée « *peser* » sur les négociations pour la formation du gouvernement : on voit le résultat...

En fait les bureaucraties syndicales sont trop indissolublement attachées à la « *concertation* » entre « *partenaires sociaux* » pour aller au-delà de manifestations-procèsions ; elles sont trop respectueuses de la « *légitimité démocratique* » du gouvernement pour s'opposer radicalement à lui. Mais la démocratie bourgeoise ne sert que les **intérêts de la classe dominante** ; les prolétaires et les capitalistes ne sont pas des partenaires mais des **adversaires de classe** : entre eux il ne peut y avoir de dialogue mais un **combat acharné**, comme le démontre le gouvernement lui-même. Pour résister et vaincre une attaque sans précédent, les prolétaires doivent rompre avec les orientations promues par les bureaucraties syndicales et s'engager dans une lutte ouverte :

**Contre les mesures gouvernementales, contre l'exploitation, la répression et la misère,  
lutte de classe anticapitaliste!**

**parti communiste international**

12/2/25 - www.pcint.org - Imp. Spé.- ne pas jeter sur la voie publique - supplément au Prolétaire n° 555

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire / Programme Communiste / Communist Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian